

Face à la répression et aux provocations du pouvoir plus que jamais le TOUS ENSEMBLE dans les grèves et les manifestations !

Diviser pour tenter d'imposer ses contre-réformes

L'ouvrier de Ford couvert par une convention collective, le cheminot à 1500 euros par mois (à peine le SMIC en début de carrière), le prof débutant à 1300 euros, l'infirmière de l'hôpital, les personnels des Ehpad, les surveillants de prison, les salariés de Carrefour, les éboueurs, les retraités à 1000 euros de pension ou moins...

Après les salariés du privé bénéficiant d'un code du travail trop protecteur, après les retraités qui peuvent bien faire un geste en acceptant sans broncher la hausse de la CSG, après les « privés d'emploi-fraudeurs », c'est au tour des fonctionnaires et des cheminots d'être une fois de plus ciblés, et il n'est pas une émission sans un expert grassement payé pour expliquer, horrifié, l'énormité des privilèges des cheminots et appeler à soutenir les contre-réformes Macron au nom de la justice sociale !

Pensez donc ? Un salaire bien inférieur à 2000 €, quel privilège ! Une retraite à 56 ans (avec décote) pour des conducteurs de train dont l'attention doit être soutenue et qui dorment plus souvent qu'à leur tour loin de chez eux, quel privilège !

Le problème est que ces arguments martelés jusqu'à l'écœurement et la désinformation proprement totalitaire sont en train de se retourner contre leurs auteurs et contre le pouvoir. Exactement comme lors de la campagne du référendum contre la constitution européenne en 2005.

Car la France du monde du travail sait bien que les cheminots comme les fonctionnaires font du mieux qu'ils peuvent, qu'ils déploient une énergie colossale à faire fonctionner leurs services dans des conditions dégradées, qu'ils ont, à niveau de qualification égal, des salaires inférieurs à ceux du privé, mais qu'ils ont choisi leur profession pour servir l'intérêt collectif. Elle sait que les « privilégiés » ne sont pas là.

Les vrais « privilégiés », ce sont certains « journalistes » et autres « experts » payés une fortune pour vomir sur les ondes leur haine de classe. Les vrais « privilégiés », ce sont tous ceux qui gagnent, grâce à l'exploitation du travail, plusieurs salaires de cheminots par heure ; ce sont tous ces « premiers de cordée » à qui Macron s'est empressé d'accorder la suppression de l'impôt sur la fortune. Les vrais « privilégiés », ce sont les amis de ce président banquier, les Rothschild, les Arnault, les Bolloré, les Niel, les gros actionnaires, les grandes entreprises du CAC 40 qui mènent ouvertement leur guerre contre le monde du travail et les acquis qu'il a su conquérir par ses luttes.

Alors oui, le peuple de France depuis plus de deux siècles est saisi par la « passion égalitaire » et la haine des privilèges.

C'est ce qui explique le retournement sous nos yeux et le soutien de plus en plus massif de « l'opinion » en faveur des cheminots et des mouvements de grève. C'est ce qui explique que plus de la moitié des français juge nécessaire un nouveau mouvement social comme en 1968.

Alors oui, face aux vrais « privilégiés » qui cassent le pays et ses conquêtes populaires, refusons les fausses divisions. Etudiants, privés d'emploi, retraités, salariés du privé, fonctionnaires, cheminots, infirmières, travailleurs de la propreté, ouvriers délocalisés, postiers, électriciens, gaziers... nous sommes tous des travailleurs attaqués par le pouvoir des « privilégiés », et la montée en puissance systémique des guerres impérialistes qui prolongent la guerre économique menée aux travailleurs.

Résistons face au régime Macron de provocation et de confrontation

Confronté à la montée des luttes et à leur convergence, le pouvoir choisit la répression comme à l'université de Tolbiac et à Strasbourg tandis qu'il s'arc-boute sur sa volonté de privatiser la SNCF en mentant sur son véritable objectif.

Comme à Marseille ces 14 et 19 avril, c'est avec toutes les organisations politiques et associations progressistes qu'il faut faire barrage à cette contre-révolution globale, sans hésiter, à partir des propres revendications des travailleurs, en toute indépendance, préparer une puissante mobilisation du 1^{er} mai, une « montée » à Paris le 5 mai prochain, et accélérer le calendrier des mobilisations, en articulations avec les luttes menées par les cheminots.

Au final, ce n'est que tous ensemble que nous allons pouvoir gagner en ce printemps 2018 contre les contre-réformes Macron et rouvrir enfin une perspective de progrès social et de changement de société appuyée sur le refus des privilèges par le peuple travailleur de France.

**Le Conseil d'Administration
Marseille, le 21 avril 2018**